

~~l'accès au marché ou ne restreignent pas la concurrence en fixant des prix d'éviction, ni ne privilégient de manière abusive certains utilisateurs finals ou groupent leurs services de façon déraisonnable. Les autorités réglementaires nationales peuvent appliquer à ces entreprises des mesures d'encadrement des tarifs de détail, des mesures visant à maîtriser certains tarifs ou des mesures visant à moduler les tarifs en fonction des coûts ou des prix sur des marchés comparables, afin de protéger les intérêts des utilisateurs finals tout en favorisant une concurrence réelle.~~

~~4. Les autorités réglementaires nationales veillent à ce que, lorsqu'une entreprise est soumise à une réglementation relative aux tarifs de détail ou à d'autres contrôles concernant le marché de détail, les systèmes nécessaires et appropriés de comptabilité des coûts soient mis en œuvre. Les autorités réglementaires nationales peuvent spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser. Le respect du système de comptabilisation des coûts est vérifié par un organisme compétent indépendant. Les autorités réglementaires nationales veillent à ce qu'une déclaration de conformité soit publiée annuellement.~~

~~5. Sans préjudice de l'article 9, paragraphe 2, et de l'article 10, les autorités réglementaires nationales n'appliquent pas les mécanismes de contrôle relatif au détail visés au paragraphe 1 du présent article, sur un marché géographique ou sur un marché d'utilisateurs lorsqu'il est établi que la concurrence y est effective.~~

↓ nouveau

TITRE III: DROITS DES UTILISATEURS FINAUX

Article 92

Non-discrimination

Les fournisseurs de réseaux ou de services de communications électroniques n'appliquent pas, aux utilisateurs finaux, d'exigences ni de conditions discriminatoires d'accès ou d'utilisation fondées sur la nationalité ou le lieu de résidence de ceux-ci, à moins que de telles différences ne soient objectivement justifiées.

↓ 2015/2120 Art. 8 (adapté)

Article 93

⊠ Sauvegarde des droits fondamentaux ⊠

~~31. Les mesures nationales relatives à l'accès des utilisateurs finals finaux aux services et applications, et à leur utilisation, via les réseaux de communications électroniques respectent les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, y compris eu égard à la vie privée et au droit à un procès équitable, tel qu'il figure à l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales~~ ⊠ garantis par la Charte des droits fondamentaux de l'Union et les principes généraux du droit de l'Union ⊠.

↓ 2009/140/CE Art. 1.1(b)
(adapté)
⇒ nouveau

~~3 bis. Les mesures prises par les États membres concernant l'accès des utilisateurs finals aux services et applications, et leur utilisation, via les réseaux de communications électroniques respectent les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les principes généraux du droit communautaire.~~

2. Toute mesure susvisée concernant l'accès des utilisateurs finaux ~~finale~~ aux services et applications, et leur utilisation, via les réseaux de communications électroniques qui serait susceptible de limiter ~~les ces~~ libertés et droits fondamentaux ~~des personnes physiques~~ ne peut être instituée que si elle ⇒ est prévue par la loi et respecte l'essence de ces droits et libertés ⇐, est appropriée, proportionnée et nécessaire ~~dans le cadre d'une société démocratique~~, et sa mise en œuvre est subordonnée à des garanties procédurales adéquates ⇒ répond effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui ⇐ ~~conformément à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales~~, ☒ conformément à l'article 52, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ☒ et aux principes généraux du droit ☒ de l'Union ☒ ~~communautaire~~, y compris le droit à une protection juridictionnelle effective et à une procédure régulière. Par voie de conséquence, les mesures en question ne peuvent être prises que dans le respect du principe de la présomption d'innocence et du droit au respect de la vie privée. Une procédure préalable, équitable et impartiale est garantie, y compris le droit de la ou des personnes concernées d'être entendues, sous réserve de la nécessité de conditions et de modalités procédurales appropriées dans des cas d'urgence dûment établis conformément à la ~~convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales~~ ☒ Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ☒ . Le droit à un contrôle juridictionnel effectif en temps utile est garanti.

↓ nouveau

Article 94

Niveau d'harmonisation

Les États membres ne maintiennent ni n'introduisent dans leur droit national des dispositions en matière de protection des utilisateurs finaux portant sur les sujets relevant du présent titre et dérogeant aux dispositions prévues dans le présent titre, y compris des dispositions plus ou moins strictes visant à garantir un niveau de protection différent, sauf dispositions contraires prévues dans le présent titre.

↓ 2009/136/CE Art. 1.14

Article 20

Contrats